

"Avec Sarkozy, l'Algérie a peur d'être banalisée"



. Interview - Khadija Mohsen-Finan, chercheur à l'Ifri, décrypte les nouvelles relations franco-algériennes au moment du voyage du chef de l'Etat.

. Nicolas **Sarkozy** débute ce lundi une visite d'Etat de trois jours, le plus haut degré dans le protocole diplomatique.

Propos recueillis par Fabrice AUBERT - le 04/12/2007 - 10h22



Khadija Mohsen-Finan est chargée de recherches sur le Maghreb à **'Institut français des relations internationales**. Elle est également enseignante à Sciences-Po Paris.

LCI.fr : Dan ses déclarations sur **Sarkozy** et le "lobby juif", le ministre des Anciens combattants ([cliquez ici pour lire notre article](#)) abordait aussi la question de la repentance sur la période de la colonisation. Comment est perçue la position de **Sarkozy** sur le sujet (ndlr : le chef de l'Etat refuse de reconnaître au nom de la France ce que les autorités algériennes nomment les "crimes" de la guerre) ?

K. M.-F. : C'est évidemment très mal perçu, à la fois par le peuple algérien et par le pouvoir. Ils veulent en effet utiliser l'Histoire dans leurs échanges avec la France. Or en écartant l'Histoire d'un revers de manche comme le fait **Sarkozy**, il élimine cette carte aux Algériens. Le relation entre les deux pays, modifiée, entrent ainsi dans une ère nouvelle et prend un sens qu'ils ne maîtrisent plus. Que leur reste-t-il en effet pour mettre la pression sur la France sans l'Histoire ? Pas grand-chose.

LCI.fr : Les premiers mois de la présidence **Sarkozy** ont donc marqué une rupture par rapport à l'ère Chirac ?

K. M.-F. : Tout à fait. On assiste à une reconfiguration des relations dont l'Algérie a peur car elle va être obligée d'adopter un nouveau langage : celui de pays à pays en faisant abstraction de l'Histoire. Le projet d'Union méditerranéenne lancé par **Sarkozy** au Maroc est le symbole de ces relations nouvelles et renouvelées : l'Algérie devient un pays lambda avec qui Paris discute comme un autre. Elle est donc banalisée.

On est donc bien loin du temps du "traité d'amitié" validé avec Chirac, dans lequel la France traitait l'Algérie comme un grand pays qui avait une place spécifique. A cette époque, la diplomatie française tenait compte de l'Histoire. Par exemple, lors du salon de l'aéronautique du Bourget, des rabais étaient accordés à Alger pour le "prix de la douleur".

"Rien ne lie Sarkozy et Bouteflika"

LCI.fr : Sur le plan personnel, **Sarkozy** et **Bouteflika** sont-ils compatibles ?

K. M.-F. : Ce sont tous les deux de fortes personnalités qui privilégient l'action. Mais comme ils sont issus de deux générations différentes, ils fonctionnent de manière différente dans leurs relations avec les autres chefs d'Etat et dans leur manière d'aborder la diplomatie. Rien ne les lie vraiment.

LCI.fr : Malgré les divergences, **Sarkozy** vient chercher des contrats pendant cette visite d'Etat. Est-ce dire que les relations économiques font abstraction de la diplomatie ?

K. M.-F. : Oui, car même si les deux sont liées, les négociations sont conduites concrètement par des entreprises qui ne sont pas concernées par la diplomatie. Ce fut exactement la même chose lors de ses visites en Russie ou en Chine : malgré les divergences, **Sarkozy** est revenu avec plusieurs milliards d'euros de contrat pour les sociétés françaises.